



# QU'EST-CE QUE LE FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE?

**PHASE DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIE**  
100 % financement UE

**PHASE DE DÉVELOPPEMENT**  
cofinancement pour prototype /  
jusque 100 % financement UE  
pour autres activités

**2017-2020**  
Total  
**590 millions €**

**90 millions €**  
Budget de l'UE  
Preparatory Action on  
Defence Research (PADR)

**500 millions €**  
Budget de l'UE  
European Defence Industrial  
Development Programme  
(EDIDP)

**+ 2 milliards €**  
contributions nationales  
attendues

**2021-2027**  
Total  
**13 milliards €**

**4.1 milliards €**  
Budget de l'UE

**€8.9 milliards**  
Budget de l'UE

+ jusque  
**35.6 mds €**  
contributions nationales  
attendues

## POUR QUOI?

Le Fonds soutient la Recherche et Développement (R&D, avant la phase de production) d'armes et technologies militaires nouvelles ou "améliorées", et prétend contribuer à l'emploi, la croissance et l'autonomie stratégique de l'UE.

## POUR QUI?

Le financement ira aux fabricants d'armes et aux centres de recherche appliquée du secteur sécuritaire, mais aussi à des entreprises actives dans des technologies civiles ayant des applications militaires, comme l'intelligence artificielle.

Le Fonds sera ouvert aux entreprises basées et contrôlées en Europe (UE + Norvège, Islande et probablement Royaume-Uni), mais aussi de pays non-Européens (par ex. États-Unis ou Israël qui coopèrent déjà régulièrement avec des sociétés européennes) sous certaines conditions encore en négociation.

## POUR QUELLES ARMES?

Le Fonds sera axé sur les technologies de pointe telles que les systèmes sans pilotes (drones armés) et autonomes, et sur le renseignement-surveillance, la cybersécurité et la sécurité maritime. Une part du budget sera réservée aux technologies "disruptives" qui peuvent "changer radicalement la façon de penser et mener la défense" c'est-à-dire la guerre.

## CHRONOLOGIE

**Oct 2014** le 1er financement européen pour le secteur militaire est adopté (Projet Pilote, 1,5 million)

**Mar 2015** la Commissaire à l'industrie Bieńkowska établit le Groupe de Personnalités qui doit conseiller l'UE sur le soutien à donner à la recherche militaire

**Fév 2016** le rapport final du Groupe de Personnalités appelle à une Action préparatoire et à un Programme européen de recherche en matière de défense de 3,5 milliards

**Oct 2016** l'Action préparatoire pour la recherche en matière de défense (PADR) est adoptée, dédiant 90 millions à la recherche en matière de technologie militaire en 2017-2019

**Nov 2016** le Plan d'action en matière de défense de la Commission propose un Fonds pour soutenir la Recherche et Développement conjointe de capacités militaires dans le prochain cycle budgétaire de l'UE (2021-2027)

**Juin 2017** un Programme de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP) est proposé pour financer le développement de technologies militaires en 2019-2020

**Mar 2018** le EDIDP est adopté et détourne 500 millions du budget de l'UE pour l'industrie militaire

**Fév 2018** les 1ers projets PADR sont lancés, axés sur les systèmes sans pilote et autonomes

**Juin 2018** la Commission présente un texte législatif créant un Fonds européen de la défense dans le prochain cycle budgétaire (2021-2027) – budget: 13 milliards

**Fév 2019** les États membres et le Parlement européen (PE) parviennent à un accord politique provisoire sur le Fonds défense 2021-2027

**Avr 2019** Le PE vote l'accord provisoire sur le Fonds défense (excluant le budget)

**Automne 2019** le nouveau PE négocie le prochain budget de l'UE (MFF 2021-2027) y inclus le budget du Fonds défense

# LE FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE EST MAUVAIS POUR LA PAIX

## LE NOUVEAU BUDGET DE L'UE

Source: SEAE



## IL MILITARISE L'UE ET DÉTOURNE SES RESSOURCES DE PRIORITÉS NON-VIOLENTES

- Il franchit la ligne rouge qui depuis la création de l'UE lui interdisait de contribuer à des activités liées au militaire.
- Il dévie des ressources financières et humaines au détriment de priorités civiles et de solutions pacifiques aux conflits, illustrant un tournant vers des 'réponses' technologiques et militaires à des problèmes politiques et sociétaux ; cela profite à l'industrie, pas aux citoyens.
- En parallèle, le secteur militaire devient une priorité dans nombre de politiques civiles de l'UE qui vont également subsidier l'industrie des armes.



## IL POURRAIT CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT D'ARMEMENTS CONTROVERSÉS

- À partir de 2021, la R&D pour des "armes létales autonomes sans possibilité de contrôle humain significatif" (c-à-d les robots-tueurs) sera exclue du Fonds ; mais cette limitation ne s'applique pas au financement 2017-2019 (PADR & EDIDP).
- Les armes sans pilotes, les systèmes autonomes défensifs et d'autres technologies controversées (telles que les armes incendiaires ou l'uranium appauvri) pourront toujours être financées.
- L'examen éthique proposé est loin d'être transparent et crédible: il reposera essentiellement sur une auto-évaluation par les entreprises soumettant le projet, la liste des experts indépendants en charge de l'examen ne sera pas publique, et un projet en cours ne pourra être stoppé pour raison éthique.



## IL VA EXACÉRBER LA COURSE MONDIALE AUX ARMEMENTS QUI ALIMENTE LES CONFLITS

- L'industrie militaire européenne exporte une part importante de sa production: subsidier la R&D militaire pour renforcer sa compétitivité mondiale augmentera les exportations d'armes européennes dans des zones de conflits ou tension; la prolifération des armes encourage à son tour l'usage de la force plutôt que les solutions pacifiques.
- L'industrie des armes sera propriétaire des résultats de la R&D produits avec l'argent des contribuables européens, y compris le droit de les transférer à l'extérieur de l'UE.
- L'UE n'aura aucun contrôle sur les exportations de biens militaires subventionnés par le Fonds, les États membres continueront d'autoriser ces exportations au niveau national malgré des pratiques divergentes.

## COURSE MONDIALE AUX ARMEMENTS

Exemples d'exportations d'armes européennes en 2017  
Source : Rapport Annuel de l'UE



# LE FONDS EUROPÉEN DE LA DÉFENSE EST MAUVAIS POUR L'EUROPE

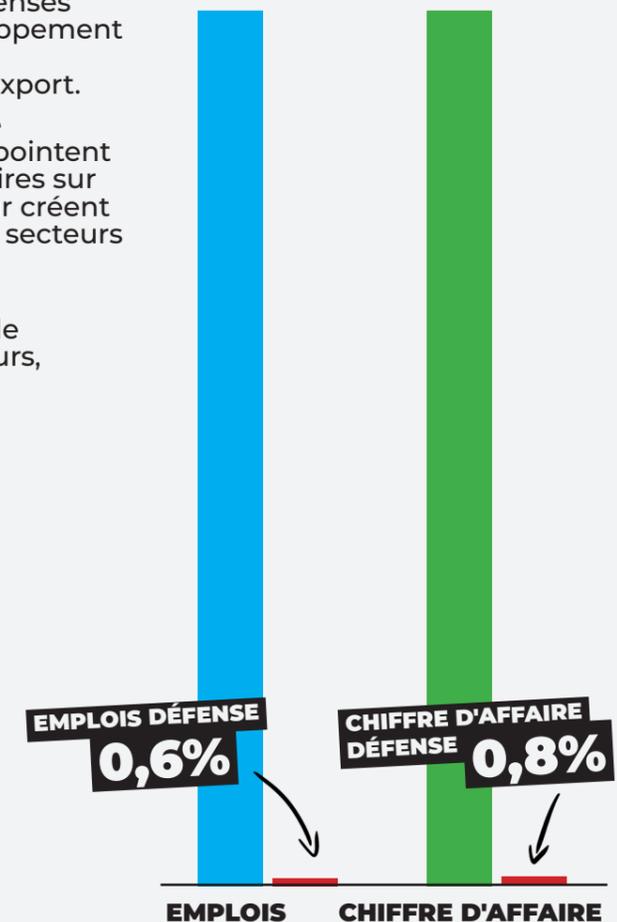


## C'EST UN SECTEUR ÉCONOMIQUE DYSFONCTIONNEL CRÉANT PEU D'EMPLOI ET DE CROISSANCE

- L'industrie militaire est très dépendante des dépenses publiques, y compris pour la recherche et développement (R&D), de marchés nationaux protégés, des compensations et autres formes de subsides à l'export.
- L'industrie militaire représente une part ténue de l'économie à l'échelle de l'UE et les économistes pointent un impact neutre ou négatif des dépenses militaires sur la croissance. Les investissements dans ce secteur créent moins d'emploi à un coût plus élevé que d'autres secteurs plus utiles, comme les énergies renouvelables.
- La R&D militaire détournera des fonds et des compétences de besoins civils car l'UE manque de travailleurs hautement qualifiés tels que ingénieurs, scientifiques ou informaticiens.

## UNE PART TÊNUÉ DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

% dans l'économie marchande non-financière de l'UE en 2016.  
Source: ASD / Eurostat



## IL NE PRODUIRA PAS D'ÉCONOMIES NI N'EMPÊCHERA DUPLICATIONS ET SUR-PRODUCTION

- L'industrie militaire de l'UE souffre de sur-production et de duplication à cause de marchés et d'industries fragmentés nationalement.
- Résoudre cette situation ne demande pas de dépenser plus, mais de sélectionner certaines sociétés et certains types d'armement au détriment d'autres, ce que les gouvernements nationaux ne sont pas prêts à faire.
- Ce fonds ne fera donc que s'ajouter à des dépenses militaires nationales croissantes et fournir des subsides industriels préservant des intérêts de court terme.



## IL NE RENFORCERA PAS L'EUROPE MAIS CRÉE PLUTÔT UN PRÉCÉDENT DANGEREUX

- Il est souvent dit que le Fonds de la défense ouvrira la voie à une Union de la défense. Cependant l'incitant économique n'a pas permis l'émergence d'une Europe fiscale ou sociale, pourquoi cela devrait fonctionner dans un domaine aussi sensible que la défense, où les intérêts industriels et géo-stratégiques nationaux sont si divergents ?
- Plusieurs États membres et groupes internationaux plaident pour un accès plus large aux sociétés non-européennes, alors que le Fonds est censé renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe.
- En dérogation aux règles habituelles, le Parlement européen sera exclu des décisions concernant la mise en œuvre du programme pendant 7 ans, alors que les États-membres seront en première ligne avec une forme de droit de veto : cela crée un précédent dangereux contre l'intégration européenne et les règles de contrôle démocratique.

# LOBBY DE L'INDUSTRIE DES ARMES: "UN RÉSEAU D'INFLUENCES"

# 46

LE NOMBRE DE  
RENCONTRES ENTRE  
LA COMMISSION ET  
L'INDUSTRIE POUR  
DISCUTER LA PADR  
(2014-2017)

## LES FABRICANTS D'ARMES EUROPÉENS ONT UNE RELATION PRIVILÉGIÉE AVEC LA COMMISSION EUROPÉENNE

- En 2015, la Commissaire Bienkowska a mis sur pied un groupe de Personnalités (GoP) pour des conseils sur un programme européen de recherche militaire.
- Une majorité des membres du GoP représentaient des acteurs privés actifs dans le domaine militaire.
- En octobre 2016 l'Action préparatoire en matière de défense (PADR, 90 millions) était adoptée, intégrant largement les recommandations du GoP.
- 5 membres privés du GoP participent aujourd'hui à au moins 2 des 5 projets financés par l'Action préparatoire et reçoivent donc des subsides européens: Indra, Leonardo, Saab, TNO, Frauenhofer.



## L'INDUSTRIE DES ARMES A CONSTRUIT UNE RELATION PRIVILÉGIÉE AVEC DES DÉPUTÉS EUROPÉENS CLÉS

Le Kangaroo Group est un intergroupe parlementaire organisant des rencontres entre députés européens et industriels. La plupart des députés influents sur le dossier de la recherche militaire sont membres du Kangaroo Group et/ou viennent des pays qui bénéficieront le plus de ce fonds: France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Italie ou Pologne.

## LA RELATION SYMBIOTIQUE ENTRE ÉTATS MEMBRES ET LOBBIES INDUSTRIELS NATIONAUX INFLUENCE ÉGALEMENT LE NIVEAU EUROPÉEN

La présidence néerlandaise de l'UE en 2016 a aidé le lobby des armes à vaincre la résistance initiale et à obtenir l'intégralité des droits de propriété intellectuelle même pour des projets de recherche militaire financés à 100 % par l'UE.